

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 30 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le système...**
- 2) **Le social démocrate libéral prend une grosse claque**
- 3) **Il a cherché sa défaite**
- 4) **Le pire est passé**
- 5) **Le talent du petit homme...**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Benoit Hamon ou l'expérience utilisateur de la génération système D

Par Johan Hufnagel



Benoît Hamon quitte Paris à moto les studios pour rejoindre son lieu de second tour au Palais des congrès de Montreuil, le 27 janvier. Photo Marc Chaumeil pour Libération

Si Benoît Hamon remporte dimanche la primaire à gauche, il y aura des déceptions. Nous entendrons des militants et des responsables, défaits et blessés, ne pas comprendre ce qui a bien pu se passer pour que des «hommes et des femmes de gauche» fassent «le choix du passé», de «l'utopie», plutôt que celui du «réalisme» de la gauche qui gouverne, incarné par Manuel Valls.

Ne pas comprendre les ressorts et les signaux faibles signifie passer à côté d'un mouvement de l'opinion. Face à un phénomène mal ou pas compris, la solution qu'on administre alors pour le stopper amplifie le mal. Voilà ce qui conduit à pilonner les propositions de Hamon, et les disqualifier parce qu'«utopistes». Et voilà comment, en tombant à côté de la plaque, on peut perdre une campagne. Pour deux raisons. La première, c'est qu'il ne faut pas prendre les électeurs pour des abrutis. Aujourd'hui, à peu près tout le monde sait que certaines propositions des candidats ne sont ni réalistes, ni réalisables.

Pourquoi le revenu universel serait-il plus désastreux pour l'économie et la société française que de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires ?

Seconde raison : ceux qui ont voté Hamon dimanche dernier, et ceux qui pourraient porter leurs suffrages ce dimanche, ne sont pas plus rêveurs que le plus à gauche des candidats de la primaire. Ils estiment probablement que les propositions de l'ancien ministre socialiste répondent à leur vécu, à leur propre expérience. On peut débattre des heures sur le revenu universel, et ce qu'il implique comme vision sur le travail, ou la fin du travail. L'analyse divise, à gauche comme à droite, avec des arguments intelligents et intelligibles ; mais elle séduit surtout les plus jeunes parce qu'elle ancre ses propositions dans leur réalité, leur ressenti et dessine une vision de l'avenir qui est déjà leur présent.

Car le vote Hamon est sans nul doute traversé par un fort renouvellement générationnel. Tandis que les experts tentent de mesurer les conséquences des ruptures technologiques sur le marché de l'emploi dans 10, 20 ou 30 ans, beaucoup de jeunes subissent dès aujourd'hui les bouleversements du travail, enquillant petits jobs, précaires, à la limite du salariat, malgré leurs diplômes. Le travail tel que nos parents ou grands-parents l'ont connu, tel que les politiques le fantasment ou nous le promettent pour demain confine à l'arnaque intellectuelle. A l'heure du système D généralisé, la «valeur travail» ne correspond en rien à ce que vivent déjà ceux qui soutiennent Hamon.

On pourrait répéter sur la question de la laïcité le même axiome : les soutiens de Benoit Hamon ne font pas d'une «identité Maginot», où la laïcité devrait être toujours plus exclusive, la réponse à toutes leurs galères, parce que l'islam qu'ils côtoient n'est pas celui qui inquiète Manuel Valls.

Les autres candidats et les observateurs qui n'ont pas vu prendre la mayonnaise doivent comprendre ce qui est à l'œuvre ici. Le vote Hamon fait écho à cette révolution technologique qui place en son cœur «l'expérience utilisateur» : une application pour smartphone ne peut résister à ce que ses utilisateurs veulent en faire. Ici, la dynamique Hamon se nourrit d'une génération ultra diplômée, plus diplômée que toutes les précédentes, qui préfère son vécu et ses amis aux leçons d'une élite qu'elle voit, à tort ou à raison, faillie.

Ces mêmes forces de l'expérience utilisateur portent sans doute Emmanuel Macron : une clientèle jeune, entrepreneuriale, libérale et «schumpétérienne», et qui cherche aussi, comme les soutiens de Hamon, une explication du monde moins étriquée que celle proposée par d'autres candidats. Tout sépare les deux anciens ministres de François Hollande, mais leur petite musique anti-déclin, un imaginaire moderne, est en train de donner un sacré coup de vieux à des candidats plus traditionnels. Que ces derniers ne le voient pas est le signe frappant d'un changement d'époque.

Johan Hufnagel



II) Manuel Valls giflé par le peuple de gauche

Primaires de la gauche Benoît Hamon emporte la primaire avec 58.6% des voix. L'ex-premier ministre n'est pas parvenu à refaire son retard et accuse le coup.



Photo d'illustration Image: Lucien Fortunati

Le peuple de gauche, selon l'expression consacrée en France, vient de désigner son nouveau champion. Avec près de 58.6% des voix à 20h30, Benoît Hamon a remporté de belle manière la primaire de la Belle alliance populaire (le Parti socialiste français et ses alliés). Le député des Yvelines était arrivé en tête lors du premier tour dimanche dernier avec 36% des suffrages exprimés.

Avec 40 à 42% des voix, Manuel Valls est éliminé de la course à la présidence. C'est un désaveu cinglant pour celui qui début décembre était encore le premier ministre de François Hollande. La pilule va être dure à avaler pour Manuel Valls qui tout au long de cette très courte campagne s'est posé en seul recours pour le PS en vue de la présidentielle.

Manuel Valls vient ainsi rejoindre la longue liste des hommes politiques français écartés de la course au pouvoir par les Français, soit par les urnes soit par les sondages. François Hollande est en effet démissionnaire. Tandis que Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Arnaud Montebourg ou encore Cécile Duflot qui rêvaient d'un retour ou d'un destin élyséen ont été sèchement envoyés à la retraite.

La présidentielle 2017 (les 23 avril et 7 mai) s'annonce incroyablement ouverte. (TDG)

III) Valls: les raisons d'un échec

Par Fabien Escalona

Porteur d'un projet en décalage avec l'électorat de la primaire et la bipolarisation droite-gauche, plombé par un bilan et une image dégradée dans l'opinion, trop peu organisé pour mobiliser suffisamment l'appareil socialiste, Valls a échoué à développer une stratégie « externe » au parti.

Son échec, pressenti, est désormais confirmé par les urnes. Valls n'a pas réussi à susciter l'adhésion du Parti socialiste (PS) et de ses sympathisants à son offre sociale-libérale et occidentaliste. Celle-ci était tout entière construite sur un imaginaire de la menace : celle d'un déclin civilisationnel, si les « valeurs de la République » n'étaient pas défendues face aux spectres jumeaux du FN et de l'islamisme ; et celle d'un déclin économique, si la France n'améliorait pas sa compétitivité au sein d'un marché mondial aux impératifs indiscutés.

La violente campagne de l'entre-deux-tours, contre les supposées complaisances de Benoît Hamon avec le radicalisme religieux et contre l'irréalisme attribué à son projet de revenu universel, était tout entière structurée selon cette vision du monde, qui n'a donc pas triomphé à gauche pour cette fois-ci. Si cette vision a été forgée sur le moyen terme, son échec s'explique également par une série de handicaps accumulés au fil des années. Ils peuvent se résumer en quelques mots-clés : marginalité structurelle au sein du PS, incohérence(s) stratégique(s) et hubris.

Les raisons fondamentales de l'échec de Valls résident en effet dans l'inadéquation entre le message qu'il avait à défendre, l'audience à laquelle il s'adressait, et le cadre dans lequel il se devait de convaincre. Face à cet écheveau de contraintes, Valls n'a pas arrangé sa situation, d'abord en négligeant de structurer davantage ses soutiens dans le parti dont il prétendait changer la culture, ensuite en se reposant trop sur les ressources institutionnelles qu'il était parvenu à conquérir.

Avant la roche Tarpéienne, le Capitole

Il est vrai que son ascension jusqu'au poste de premier ministre a été un coup de maître, assez fascinant si l'on se souvient qu'après avoir vécu dans le sillage de Rocard et de Jospin, Valls n'a conquis son propre espace que par une série de gestes iconoclastes, brisant à peu près toutes les reliques qui reliaient encore le PS à la gauche, fût-elle réformiste. Refus de la réduction de la durée du temps de travail, ode à l'entreprise et à la TVA, valorisation de la sécurité plutôt que les libertés publiques... l'homme n'a cessé de contester la doctrine officielle du parti, au point d'apparaître comme une prise possible pour « l'ouverture » de Nicolas Sarkozy en 2007, dont Valls refusera finalement la proposition, en réfléchissant tout de même à une « clause de revoyure ».

La perspective de l'alternance lui évitera de revivre ce dilemme. Sa présence à la primaire socialiste de 2011 lui a certes valu d'être moqué comme « Monsieur 5 % », mais elle lui a permis de gagner en notoriété, de devenir le directeur en communication du candidat Hollande (poste qu'il avait déjà occupé pour Jospin) et a surtout facilité son arrivée au ministère de l'intérieur, le dernier tremplin avant Matignon. Aux congrès du PS de 2012 (Toulouse) et 2015 (Poitiers), il prend soin de ne pas se compter directement, malgré une communication axée sur l'expression régulière de sa différence. C'est ce qu'il a d'ailleurs toujours fait – même en 2008 à Reims, lorsque après avoir signé une des contributions les plus à droite avec Gérard Collomb et Jean-Noël Guérini, il s'était intégré à la motion de Ségolène Royal.

Au sommet du pouvoir, la doctrine vallsiste s'affirme davantage, avec notamment Jean-Marie Le Guen à la manœuvre. Dans un essai à la Fondation Jean-Jaurès, celui-ci consigne la vision du monde de ce premier ministre qui veut enraciner définitivement une « culture de gouvernement » dans le parti, couper les ponts avec une gauche antilibérale et relativiste, mais réfléchir à « enjambrer les alternances » et travailler avec la droite qui sait tenir ses distances avec le FN. Pour les vallsistes, le contexte actuel (celui de la guerre à nos portes, de la mondialisation indépassable et de la présence d'une droite radicale puissante) exige en effet de subvertir la vieille opposition droite-gauche, pour mieux défendre la République (telle qu'ils l'interprètent, figée et verticale) face à ceux qui l'attaquent ou l'affaiblissent.



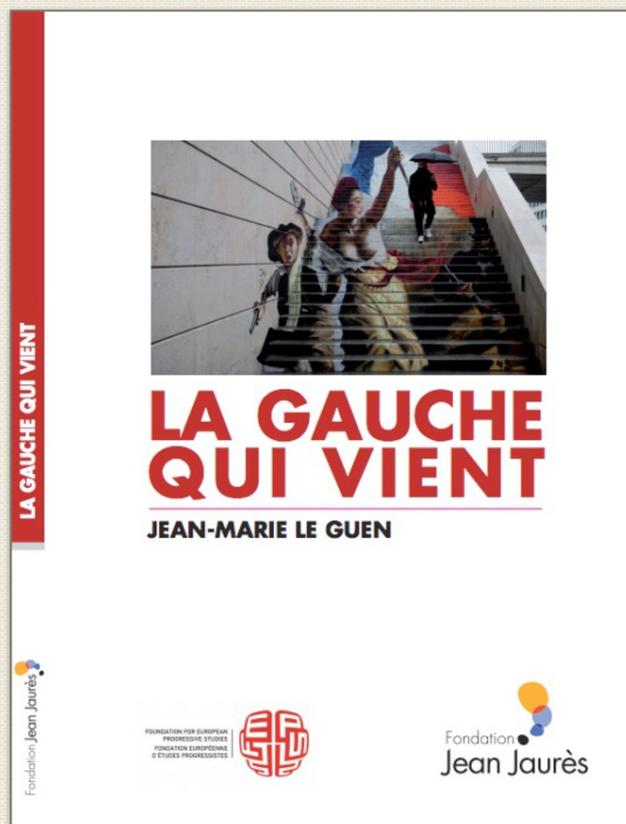
Manuel Valls à l'Assemblée nationale © Reuters

Un projet en décalage avec la bipolarisation droite-gauche

Le problème – et l'on tient là une contradiction majeure du projet vallsiste – tient à la structure de la compétition politique en France. Celle-ci, notamment en raison d'un scrutin majoritaire à deux tours pour les élections nationales, se caractérise par la bipolarisation des forces politiques. Elle continue à préserver un jeu d'alternance entre une droite dominée par LR (ex-UMP) et une gauche dominée par le PS, et cela d'autant plus que l'inversion du calendrier électoral, voulue par Jospin en même temps que la mise en place du quinquennat, a réduit la probabilité qu'un chef d'État nouvellement élu ne dispose pas d'une majorité à l'Assemblée nationale.

Les partisans d'une coopération plus forte entre centre-droit et centre-gauche, lorsqu'ils sont significatifs, en viennent logiquement à vouloir déverrouiller le système qui empêche cette coopération. C'est le cas du politiste Gérard Grunberg, qui plaide de longue date pour une proportionnelle intégrale, « afin de rendre possibles des coalitions politiques à géométrie variable ». On aurait d'ailleurs pu croire que les vallsistes avaient intégré cette idée à leur agenda.

Dans une note antérieure à celle de Le Guen à la fin de l'année 2014, le sénateur-maire Luc Carvounas avait défendu un régime présidentiel à la française, incluant précisément la proposition d'une proportionnelle intégrale « dès 2017 ».



L'essai de Jean-Marie Le Guen © Fondation Jean Jaurès

Est-ce l'effet des départementales de mars 2015, dont le mode de scrutin majoritaire a singulièrement préservé les positions socialistes ? Ou à cause d'un attachement de principe à la Ve République, que Valls avait défendue sans état d'âme dans une note pour le PS en 2011 (il y suggérait une dose de proportionnelle, mais très faible) ? Toujours est-il que la proposition Carvounas n'a jamais été reprise au plus haut niveau, Le Guen évoquant à la place une hypothétique « maison commune », « la recomposition politique [devant selon lui] précéder l'évolution institutionnelle ». Un pari osé...

Cette incohérence, interne au projet vallsiste, est apparue grande nature au moment de la primaire, lorsque le candidat a été contraint de s'adresser en priorité au « peuple de gauche ». Valls a dans un premier temps essayé d'occuper une posture rassembleuse, mais celle-ci lui a fait perdre son originalité, sans convaincre grand monde. Il est alors revenu dans un second temps sur les fondamentaux de sa « bataille identitaire », dont le potentiel mobilisateur est cependant partiellement extérieur à l'audience privilégiée de la primaire.

Ses proches avaient pourtant tenté de donner davantage de contenu à son agenda économique et social, afin d'éviter qu'il ne s'enferme dans la posture régaliennne qu'il affectionne. Fin 2014, Valls a ainsi prononcé un discours sur l'État-providence à la Fondation Jean-Jaurès, après avoir évoqué dans une interview à L'Obs, pour la première fois, la notion ambiguë mais prometteuse de pré-distribution. Celle-ci ne réapparaîtra cependant plus du tout dans sa bouche. Visiblement, Valls n'a pas jugé utile de travailler davantage ce type d'enjeux. Les crimes djihadistes perpétrés à partir de 2015 l'ont incité à se replier sur un imaginaire antitotalitaire nourri par de nombreux intellectuels, dans lequel l'islamisme a pris la place des menaces brunes ou rouges du passé.

Sa mise en avant de l'autorité et d'une laïcité de combat a toutefois été brouillée par la polémique autour de la déchéance de nationalité, qui démentait le credo universaliste propre à la culture des socialistes et de la gauche en général. De plus, non seulement la population française s'est révélée résiliente face aux attentats successifs, mais les enjeux socio-économiques sont revenus sur le devant de la scène, avec la contestation de la loi sur le travail et le mouvement Nuit Debout lancé dans la foulée, qui a également remis à l'agenda la question

démocratique face à un « Monsieur 5 % » devenu « Monsieur 49-3 ».

Lorsque le renoncement de François Hollande a enfin ouvert la voie à Manuel Valls en décembre dernier, ce dernier s'est donc présenté en étant à la fois lesté du bilan gouvernemental (un fardeau ayant découragé en masse les électeurs de gauche), dénué d'un positionnement original sur la question sociale (alors que nous sommes en pleine crise structurelle du capitalisme), et identifié à une posture autoritaire heurtant une bonne partie du corps électoral « naturel » de la primaire.

Un problème d'organisation et un problème de timing

Deux autres éléments ont achevé de plomber une candidature mal engagée. D'une part, Valls n'a pas pu compter sur un réseau de soutiens structuré et correctement mobilisé. Les appuis officiels qu'il a engrangés, certes supérieurs à ceux de ses adversaires, ne représentaient pas une majorité de l'appareil et ne se sont pas traduits en mobilisation militante. Sa campagne poussive sur le terrain, avec de nombreux meetings annulés, en a été l'illustration. En plus des thèmes qui l'ont aidé à attirer davantage de monde dans ses meetings, Benoît Hamon a en revanche bénéficié des savoir-faire et de l'implantation de longue date des membres de son courant.

Comme le souligne le chercheur Thibaut Rioufreyt dans son dernier livre, il s'agit-là d'une différence majeure avec Blair, autre iconoclaste de centre-gauche auquel Valls a souvent été comparé. Le premier a en effet préalablement rénové l'identité et les structures de son parti, avant de conquérir et d'exercer le pouvoir sur son nom. Valls a péché par orgueil en croyant que son statut de premier ministre de la Ve République lui épargnait ce travail organisationnel ingrat, auquel il a cru pouvoir substituer une campagne en forme de « guerre-éclair ». Au contraire, il n'a même pas réussi à rassembler toute l'aile droite et le centre du parti derrière son nom, ni obtenu le soutien du président de la République, camoufflet ultime contrariant le réflexe légitimiste sur lequel il comptait, et le renvoyant à la marginalité droitière dans laquelle il s'est ébattu durant tant d'années.

En somme, Valls a tenté le coup de la « faction externe » au parti, c'est-à-dire celle qui tente de traduire des succès d'opinion en une majorité à l'intérieur du PS et parmi les sympathisants

socialistes. Son mentor Michel Rocard n'avait pas remporté ce pari, contraint de s'effacer à deux reprises derrière son rival historique François Mitterrand. Ségolène Royal ne l'avait réussi que partiellement, le temps d'une primaire semi-ouverte en 2006. Valls, aux premières loges de la « victoire volée » au congrès de Reims de 2008, était pourtant particulièrement bien placé pour s'en souvenir. Dans son cas, non seulement ses ressources partisans étaient initialement faibles, mais ses ressources extra-partisans lui ont joué des tours. Depuis la déchéance de nationalité et la loi sur le travail, sa cote de confiance a plafonné sous les 30 % ; quant à sa position institutionnelle, elle l'a empêché de s'investir dans un parti dont la mobilisation lui était indispensable dans une primaire si peu mobilisatrice.



Emmanuel Macron et Manuel Valls © Reuters

Les tergiversations de François Hollande ont fait perdre à Valls un temps précieux pour asseoir sa candidature. Emmanuel Macron en a profité pour partir du gouvernement et fonder son propre mouvement. Son ancien ministre de l'économie a ainsi accompli ce que Valls n'a jamais osé faire ou préparer, c'est-à-dire s'extraire d'un espace trop réduit pour son offre politique. Le baromètre du Cevipof pour 2017 a d'ailleurs plutôt donné raison à Macron, dans la mesure où les soutiens qu'il a peu à peu agglomérés autour de sa personne dessinent clairement un espace de centre-droit, auparavant capté par des responsables politiques tels que Bayrou et Juppé.

Grâce à cette stratégie, Macron a attiré à lui les élites économiques et médiatiques à la recherche d'un candidat du « cercle de la raison », qui sache défendre leurs intérêts sans être embarrassé par une base politique aux aspirations redistributrices ou identitaires – autant d'enjeux périphériques gênants pour la bonne marche des affaires. Au moment d'affronter la vérité des urnes, Valls s'est donc retrouvé contraint par un espace politique

qu'il prétendait déborder dans son discours et sa pratique, affaibli par une popularité en berne, sans pouvoir compter sur un soutien massif des milieux d'affaires, qui auraient pu user davantage de leurs moyens d'influence en sa faveur.

Quoi qu'il en soit, la défaite de Valls est celle d'une mutation possible du PS français, dans la phase de bouleversement que connaît l'ordre électoral en France depuis 2007. Le noyau sociologique des électeurs socialistes est resté rétif au tournant conservateur que l'ancien premier ministre proposait. En défendant encore une fois le bilan du quinquennat dans son discours de défaite, mais en saluant la victoire de Benoît Hamon comme celle d'un membre de « notre famille politique », il se prépare visiblement à continuer son combat au sein du Parti socialiste.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Résultats de la primaire de la gauche: défaite de Manuel Valls, l'homme qui clivait trop

Manuel Valls a bâti son image et sa popularité sur l'autorité et la transgression du clivage gauche-droite: il le paye aujourd'hui.

Geoffroy Clavel
Chef du service politique du HuffPost

PRIMAIRE DE LA GAUCHE - "J'ai du mal à vous quitter", confiait-il à ses supporters en clôture de son unique meeting d'entre-deux-tours. C'est dire si Manuel Valls ne se faisait pas de grandes illusions sur ses chances de l'emporter ce dimanche.



REUTERS Résultats de la primaire de la gauche: défaite de Manuel Valls, l'homme qui clivait trop

Sèchement battu par le frondeur Benoît Hamon, l'ancien premier ministre a perdu son pari: reprendre le flambeau abandonné par François Hollande pour défendre sa ligne sociale-libérale musclée à l'élection présidentielle.

"Une page se tourne aussi pour moi", a reconnu l'ancien premier ministre ce dimanche soir, la voix gagnée par l'émotion. "Une nouvelle page s'ouvre. Il m'appartient de prendre le recul nécessaire [...] de me réinventer aussi", a-t-il déclaré en se promettant de prêter plus d'attention à ses proches et de revenir à Evry, sa "sève" et sa "source".

Ses amis auront beau se consoler en constatant la progression de leur champion depuis la primaire de 2011 où le député de l'Essonne n'avait recueilli que 5,6% des voix. Le score de ce dimanche (41,3%) est faible pour celui qui devait incarner la gauche pro-gouvernement et théoriquement majoritaire au PS.

Comble de l'humiliation, Manuel Valls, qui a rapidement reconnu sa défaite, n'a même pas pu finir son discours en direct, son rival Benoît Hamon lui coupant le sifflet en prenant la parole trop tôt.

Une sanction sévère pour celui qui fut un temps le ministre le plus populaire du quinquennat, au point de s'imposer à Matignon malgré ses transgressions idéologiques qui l'ont toujours placé en marge d'un Parti socialiste adepte de la synthèse.

Une personnalité qui n'a eu de cesse de diviser

"Manuel Valls a été plombé par le président de la République", s'étranglait un soutien ce dimanche. Manuel Valls défait, la faute de François Hollande et d'un mandat de divisions? L'explication est un peu courte. Parti tardivement en campagne non sans avoir forcé la main au chef de l'Etat, Manuel Valls s'est aliéné une partie du soutien de la gauche hollandaise. Il paye aussi une campagne poussive, plombée par les couacs, les meetings à moitié vides et les incidents de parcours. Entre un enfarinage et une gifle, le candidat a lui-même peiné à donner une dynamique à son parcours, donnant l'impression d'un zig-zag sur la question du 49-3 ou sur la défiscalisation des heures supplémentaires.

Y compris chez ses propres soutiens, sa personnalité clivante et ses postures martiales l'ont empêché de s'imposer comme le candidat du rassemblement, le seul capable de réconcilier une famille socialiste au bord du divorce. Dans une primaire, "les programmes n'ont plus d'importance. Valls a tellement une image d'autoritarisme que certains de ses amis se sont cachés pour voter pour lui", glisse un membre de la direction du PS. "Le Parti socialiste, c'est le parti de la synthèse où le clivage permanent est impossible", résume-t-il.

Face à une défaite présidentielle que de nombreux électeurs jugent annoncée, la stature présidentielle de Manuel Valls ne lui a guère servi, beaucoup de

socialistes optant pour un choix d'avenir et de réconciliation. "Valls est un pessimiste qui veut incarner une protection en affichant sa force au lieu de susciter de l'espoir. Cela n'amène que du clivage, de la violence et des attaques personnelles", regrette le hamoniste Guillaume Balas.

Ecartelé entre Hamon et Macron

C'est cette attitude qui a notamment conduit le champion de la laïcité intransigeante à sortir la sulfateuse contre Benoît Hamon pendant l'entre-deux-tours. Un épisode qui pourrait laisser des traces chez les hamonistes qui ont été estomaqués de se voir reprocher leur "ambiguïté" à l'égard de l'islam politique.

En attendant, l'horizon semble bouché pour Manuel Valls. Redevenu simple député, l'élu de l'Essonne s'est aliéné une bonne partie de la gauche sans avoir conquis le centre. Sur sa gauche, Manuel Valls est persona non grata chez les écologistes, certains ont même fêté sa défaite ce dimanche dans un bar parisien baptisé "49-3". Et les mélenchonistes ont fait de l'ancien premier ministre le porte-étendard du système qu'ils veulent abattre.

Sur sa droite, Manuel Valls voit la dynamique Macron se confirmer, au risque de voir une partie de ses troupes désertir pour ne pas avoir à soutenir le revenu universel du vainqueur de la primaire. Lui qui avait un temps envisagé de refonder la gauche sur le créneau démocrate de son ex-homologue italien Matteo Renzi a assisté, impuissant, à l'émergence de son ancien ministre de l'Economie, lui chipant le créneau du libéralisme économique et sociétal. "Au fond, Valls a un rapport conservateur au monde. Emmanuel Macron apporte à sa manière une vraie force d'optimisme", note un frondeur.

Pris en étau, l'ancien maire d'Evry a prévenu qu'il s'effacerait le temps de la campagne présidentielle. Face "aux germes de la décomposition", Manuel Valls appelle toutefois les siens à faire bloc: "il faudra rester ensemble même si un cycle politique s'achève".

Son plus proche lieutenant assure que les légitimistes du quinquennat le seront jusqu'au bout. "Je veux jouer avec mes amis un rôle d'équilibre, empêcher la maison de se fissurer. Je ne veux pas voir une hémorragie depuis ma formation vers Emmanuel Macron", plaide le vallsiste Luc Carvounas dans Le JDD.

En attendant le congrès de l'après-présidentielle au cours duquel frondeurs et vallsistes auront l'occasion de recroiser le fer.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Vu de l'étranger. La gauche choisit Hamon, "ce petit homme avec de grandes idées"

Courrier international - Paris

Benoît Hamon a battu Manuel Valls au second tour de la primaire de la gauche, avec 58,5% des voix. Ce candidat avec un programme radical intrigue la presse étrangère.

Benoît Hamon a remporté la primaire de la gauche, ce dimanche 29 janvier. Le verdict est franc et cruel pour l'ancien Premier ministre : "Manuel Valls giflé par le peuple de gauche", titre ainsi la Tribune de Genève ce soir.

"La pilule va être dure à avaler pour Manuel Valls qui tout au long de cette très courte campagne s'est posé en seul recours pour le PS en vue de la présidentielle", assure le quotidien suisse.

"Les Socialistes se rangent derrière le petit homme aux grandes idées", titre The Times, pour qui Benoît Hamon est "la nouvelle et inattendue star du parti socialiste au pouvoir".



Benoît Hamon a voté à Trappes ce 29 janvier. Mustafa Yalcin / Anadolu Agency

Selon le journal britannique, une des clés de succès de Hamon est qu'il a réalisé sa campagne "avec une vision optimiste du futur, en opposition avec la réalité sombre prêchée par M. Valls mais aussi par leurs opposants de droite, Marine Le Pen du Front national et François Fillon des Républicains conservateurs".

La victoire de "l'Astérix européen"

Le quotidien **El País** surnomme le nouveau candidat de la gauche "l'Astérix européen", celui qui "refuse que la société tourne autour du travail et du 'mythe' de la croissance". Pour le journal espagnol, après les succès électoraux de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne, "c'est au tour de la France" d'avoir une gauche prenant un virage radical.

Mais le plus dur commence pour le nouveau candidat, avec une campagne nationale qui s'annonce compliquée, selon The Times. "M. Hamon sait qu'il n'a qu'une faible chance d'atteindre l'Élysée, affirme le quotidien britannique. Il mise sur le contrôle prochain d'un parti fracturé qui n'a jamais mis en adéquation son état d'esprit marxiste avec les méthodes

modérées qu'il a utilisées au pouvoir."

Désormais, ce ne sera donc pas au candidat du PS de défendre le bilan de François Hollande, Benoît Hamon ayant fortement contesté les gouvernements en place depuis deux ans, assure Le Temps. Le journal suisse analyse ce que cela signifie pour la campagne :

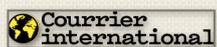
Paradoxalement, la défense du bilan du quinquennat écoulé retombera alors sur les épaules d'Emmanuel Macron, dont la candidature a été vécue par une blessure par le Chef de l'État qui l'avait recruté à l'Élysée comme conseiller dès son entrée en fonction. Les partisans de Manuel Valls pourraient d'ailleurs être tentés de le soutenir."

"Le patient est mort"

La *Suddeutsche Zeitung* se veut encore plus pessimiste pour le Parti socialiste français après cette primaire et pense même que, "maintenant que l'opération est terminée, on peut le dire : le patient est mort". Pour le journal de gauche allemand, "les vieilles cicatrices du PS sont rouvertes à jamais, la campagne a déchiré le parti et créé de nouvelles blessures". Reste désormais à

attendre les résultats de la présidentielle, estime la SZ, et “voir après les élections si le parti peut renaître de ses cendres tel un phénix et où il choisira de se poser”.

Corentin Pennarguear



A Suivre...
La Presse en Revue